RAPPORT FIN PROJET GFFO.

<table>
<tr><th colspan="6">Informations générales</th></tr>
<tr><td colspan="2">Partenaire d'implantation :</td><td colspan="4">Recherche Sans Frontières/Research Without Borders " RSF RDC"</td></tr>
<tr><td colspan="2">Période du rapport :</td><td colspan="4">Janvier 2025</td></tr>
<tr><td colspan="2">Date de l'activité :</td><td colspan="4">Du 15 Novembre au 31 Décembre 2024</td></tr>
<tr><td colspan="2">Axe : Goma-Nyiragongo-Masisi</td><td colspan="2">Territoire : Nyiragongo, Masisi et Ville de Goma.</td><td colspan="2">Type de bénéficiaire :
Comités directeurs et sectoriels de sites PDIs, autres PDIs, Vivant dans les différents sites concernés, les autorités locales, leaders communautaires, acteurs de la société civile et autres membres de la communauté y compris la PNC et GAADs</td></tr>
<tr><td>Zone de santé</td><td>Lieu/localité/village</td><td colspan="3">Nbre de bénéficiaires atteints par les activités</td><td>Groupe d'influence / Contrôle de la zone</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Goma, Karisimbi, Kirotshe et Nyiragongo</td><td rowspan="2">Sites PDI Kanyaruchinya, Munigi, Rusayo 2, Kibati, 8e Cepac, Sam Sam, Lushagala Extension, Buhimba, Bulengo, Lwashi, Rego et dans les quartiers, villages lac vert, Mungunga et Bweremana,</td><td>Homme</td><td>Femme</td><td>Total</td><td rowspan="2">FARDC, PNC, APCLS, NYATURA-CMC, M23, FDLR</td></tr>
<tr><td>30 569</td><td>26 483</td><td>57 052</td></tr>
<tr><th colspan="6">Information sur l'activité réalisée</th></tr>
<tr><td colspan="2">Thématiques concernées</td><td colspan="2">Type de bénéficiaires</td><td colspan="2">Groupe cible</td></tr>
<tr><td colspan="2">Notion sur le DIH, principes et règles du DIH, Protection de la population déplacée et interdiction du déplacement forcé ; Protection des enfants et interdiction de l'utilisation des enfants dans les hostilités ; Protection des missions médicales ; Protection des établissements scolaires et des universités, Protection contre la famine et l'exposition à l'insécurité alimentaire ; Interdiction des violences sexuelles et celles basées sur le genre.</td><td colspan="2">Comités directeurs et sectoriels de sites PDIs, autres PDIs, Vivant dans les différents sites concernés, les autorités locales, leaders communautaires, acteurs de la société civile et autres membres de la communauté y compris la PNC et GAADs.</td><td colspan="2">Les membres des comités directeurs et comités sectoriels des sites, Autorités et leaders communautaires, officiers de GAADs.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Description des activités</td><td colspan="2">Résultats atteints</td><td colspan="2">Recommandations/commentaires</td></tr>
</table>

Activité 1. **Sessions de formation des Communautés sur le DIH et le DIDH.** Nous avons organisé deux ateliers de renforcement des connaissances des autorités locales, leaders communautaires et acteurs de la société civile sur les notions générales du Droit International Humanitaire et Droit International de droit de l'homme. Notre première session s'est tenue à Bweremana en chefferie des Bahunde, territoire de Masisi en date du 9 Décembre 2024 et la seconde session s'est tenue en date du 27 Décembre 2024 dans le quartier Mugunga. Les acteurs de la société civile, les autorités locales, leaders communautaires, les OSCs, les mouvements de jeunes ainsi que les leaders d'opinions de Bweremana, quartiers lac Vert et Mugunga ont bénéficié de ces activités de renforcement de connaissances. Les points suivants ont été abordés : ✓ Présentation du Projet, de la Mission et des Valeurs (Principes) humanitaires de l'Appel de Genève**.** ✓ Les normes humanitaires internationales, ✓ Les piliers, thématiques et engagement de Geneva Call dans le cadre de ce projet, ✓ Les principes et règles du DIH, ✓ Lutter contre les violences fondées sur le Genre pendant les conflits armés, ✓ Lutter contre l'insécurité alimentaire pendant la période de conflits armés.	50 autorités locales, leaders communautaires y compris les acteurs de la société civile de Bweremana dans le territoire de Masisi ainsi que du quartiers lac vert et Mugunga dans la ville de Goma ont renforcé leurs connaissances sur le Droit International Humanitaire. Cette formation a permis d'identifier clairement et de façon détaillée les différentes violations de DIH et de DIDH commis par les GAADS dans le village de Bweremana et ses environs en territoire de Masisi et dans les quartiers lac vert et MUGUNGA considérés comme zones d'accueils de PDIs au tour de la ville de Goma ainsi que l'actualisation de la cartographie des différents GAADs opérant dans cette partie du territoire de Masisi et ville de Goma dans la province du Nord Kivu. Parmi les 50 personnes formées, 25 Personnes ont été formés à Bweremana et 25 autres à Mugunga réunissant les autorités, leaders communautaires et acteurs de la société civile des deux quartiers (Lac Vert et Mugunga) dont 35 hommes/Garçons et 15 femmes/filles.	-Renforcer les connaissances des GAADs opérant à Bweremana et ses environs ainsi que la PNC, TASK FORCE et FARDC en charge de la sécurité dans les quartiers Mugunga et Lac Vert sur le respect du DIH et DIDH en vue d'influencer positivement leur changement des comportements et du mode opératoire en vue de la protection des populations civiles, de leurs biens et de non-combattants pendant cette période de conflits armés, -Multiplier les nombres de sessions de formation des autorités locales, leaders communautaires y compris les acteurs de la société civiles afin d'atteindre un plus grand nombre des autorités engagées dans la promotion du DIH et DIDH dans les zones plus reculées, -Elargir les sessions de formations aux leaders religieux, d'opinions ainsi qu'aux Organisations féminines et de jeunes afin de les amener à s'engager dans la vulgarisation du DIH et DIDH et les doter de compétences pour bien mener les plaidoyers et influencer les GAADs au respecter du DIH et DIDH au sein de leurs communautés.
Activité 2. Fabrication et installation des boîtes à suggestion communautaires. Après fabrication des boîtes à suggestion, les animateurs ont fait des descentes sur terrain pour leur installation au sein de la communauté.	30 boîtes à suggestions sont installées dans les différents sites de personnes déplacées internes autour de la ville de Goma et en territoire de Nyiragongo. Les boîtes à suggestions installées servent pour la collecte des informations sur les pratiques des GAADs dans les zones d'implantation ainsi que des points de vues de	-Organiser des sessions de sensibilisations sur l'importance et l'utilisation de boîtes à suggestions installées au sein de la communauté, - Renforcer les moyens de transport pour faciliter les descentes sur terrain

	communautés sur le travail de Recherche Sans Frontières et Geneva Call dans le cadre de ce projet; Nous avons également sensibilisées 4004 personnes dont 2 436 femmes et 1 568 hommes sur l'importance et l'utilisation des boîtes à suggestions au sein de la communauté.	périodique pour l'ouverture des boîtes à suggestions ainsi que la prise en charge des participants pendant l'animation de sessions de sensibilisation sur les mécanismes de plaintes communautaires.	
Activité 3. Animer les émissions radios diffusées. Au total 4 émissions ont été animées dans le cadre du projet GFFO, nous avons animé deux (2) Émissions radios en collaboration avec la radio Sauti ya Injili de Goma, 2 émissions avec la Radio BAKUMBULE de Walikale. Les émissions ont été animées dans deux langues dont le Français et le Swahili afin de permettre à nos auditeurs de différentes zones couvertes par les radios partenaires à capter les messages. Une émission portée sur les 3 principes du DIH (Distinction, précaution, proportionnalité), les normes humanitaires internationales et les règles du DIH. La deuxième émission porté sur les notions du DIH (C'est quoi le DIH, Applicabilité, distinction entre le DIH, DIDH et DIP) ainsi que le travail de Geneva Call et ses partenaires pour la protection de civils**,** la troisième émission portait sur l'interdiction de violence sexuelles fondée sur le genre pendant la période de conflits armés et la dernière émission concernait la protection de missions médicales et éducatives pendant la période de conflit armé. Notons également que, ces émissions ont été diffusées à la radiotélévision Mishapi Voice Tv dans la ville de Goma pour une fréquence de 2 fois la semaine pendant 1 mois. Signalons que 2 émissions ont été animées au mois de Novembre et 2 autres au mois de décembre 2024.	-3 radios communautaires ont été sélectionnées pour diffuser les émissions radios animées par l'équipe du projet de Recherche Sans Frontières. Il s'agit de la radio Sauti ya Injili, Bakumbule et Mishapi Voice TV -Au moins 38 405 personnes dont 21 949 hommes et 16 456 femmes ont été sensibilisées sur le DIH à travers les émissions radios diffusées. selon les feedback des auditeurs de radios communautaires sélectionnées. Ce nombre a été donné par les radios partenaires selon les feedback des communautés qui suivent les diffusions des émissions à une fréquence de 2 fois la semaine matin et soir dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi, Walikale, ville de Goma, Beni, lubero et dans une partie de la province du Sud Kivu couverte par les radios communautaires, - 75% des membres de communautés y compris les GAADs dans les zones de couvertures de radios partenaires ont suivi les émissions radios diffusées et certaines entre eux ont posé des questions et partageaint leurs avis y compris la formulation de recommandations lors de feedback des auditeurs.	-Multiplier les nombres des émissions radios afin d'atteindre un plus grand nombre des personnes sensibilisées à travers le medias, - Organiser les émissions radios sous forme de théâtres participatifs et produire chaque fois que cela est possible des spots sur les thématiques clées du DIH et DIDH, -Renforcer les cadres de collaboration avec plusieurs radios communautaires et médias en ligne afin d'intensifier la vulgarisation de messages sur le DIH dans les différentes zones du projet.	

Activité 4 : Session mixte de partage d'informations et d'expériences Inter et Intra Communautaire en faveur des Acteurs de la Société Civile, les leaders Communautaires, Autorités locales, Comités Directeurs et Sectoriels des Sites des déplacés internes autour de la ville de Goma au Nord Kivu. La session s'est déroulée pendant 2 jours soit du 5 au 6 décembre 2024 dans la salle de l'hôtel Béthanie dans la ville de GOMA. Cette session à réunis les acteurs venus de différentes zones dans les territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi, Nyiragongo et dans les sites PDIs aux alentours de la ville de Goma. L**A PREMIÈRE JOURNÉE (le 5 DÉCEMBRE 2024) :** La première journée a été marquée au début par l'accueil et la présentation des participants ainsi que la présentation de l'agenda de la session au cours de laquelle plusieurs thématiques figuraient à l'ordre du jour pour les 2 sessions. Les participants ont par la suite donné leurs attentes et craintes sur le déroulement et les thématiques retenues pour la session. Parmi les attentes, il sied de noter le renforcement des connaissances sur le DIH et le DIDH, la réception des modules de formation et des brevets à l'issue de la session mixte. Les contraintes exprimées se rapportaient généralement au respect de temps suite à la situation sécuritaire qui prévalait dans certains sites des déplacés mais aussi le respect du caractère confidentiel des informations et des échanges inter et intracommunautaires dans le contexte de fragilité lié aux conflits armés dans la région du Kivu. Après la revue des attentes et craintes, le coordonnateur de Recherche avait pris paroles pour éclairer les participants du déroulement de la session et la prise en charge pour les participants venus de loin et de proche ainsi que passer à la présentation du projet, ses objectifs et l'objectif de l'activité suivi de notions générales sur le DIH et DIDH en utilisant la méthode expérientielle. Les participants ont commencé à partager les informations concernant les violations du DIH et DIDH dont ils sont victimes ainsi que parlaient du contexte sécuritaire et humanitaire dans leurs zones de provenance. Des questions suivies de réponses ont caractérisé cette session pendant l'exposé du coordonnateur des activités de Recherche Sans Frontières. **2em jour de la session du 6 Décembre 2024**	Au total 27 participants ont pris part à la session mixte des partages d'informations et d'échanges d'expériences sur le DIH et DIDH, Les participants sont disposés à signaler les violences commises par les GAAD à travers les boîtes à suggestion qui sont installées dans leur communauté et restent en contact avec l'équipe du projet afin de partager les changements observés au sein de leur communauté, Partage d'expériences et d'informations sur le DIH et DIDH, Les participants se sont engagés à devenir des acteurs du changement dans leur communauté en ce qui concerne la lutte pour le respect du DIH et DIDH, Un dialogue et la cohésion sociale entre les différentes communautés des zones ciblées a été renforcé grâce à cette session de partage d'expériences et d'information intracommunautaire. Des recommandations pour renforcer la protection des civils et la promotion des droits de l'homme ont été formulées par les participants. Un groupe whatsapp a été créé sur demande des participants pour favoriser le partage des informations sur les violations du DIH et DIDH ainsi que faciliter les échanges sur les bonnes pratiques de GAADs dans les zones du projet.	Que Geneva call fasse signer les actes d'engagement portant sur l'interdiction de la famine, la lutte contre les viols et toutes formes de violences sexuelles, attaques contre les institutions publiques, non au recrutement des enfants dans les rangs à tous les membres des groupes armés et autorité de facto avec lesquels elle interagit pour qu'ils soient conscients et respectent le DIH pendant cette période de crise M23, Mener des campagnes de sensibilisation sur la non-discrimination des enfants sortis des groupes armés au sein de la communauté afin de limiter les pratiques de ré recrutement des enfants et promouvoir la résilience des ESFAGA au niveau communautaire, Prévoir un budget pour la réintégration et accompagnement psycho sociales des Enfants sortis aux forces et groupes armés et aux survivantes de violences sexuelles et basées sur le Genre.

Nous avons commencé par la récapitulation de la matière du premier jour à travers une méthode participative: jeter un ballon aux participants pour dire ce qu'ils ont entendu, Rappel sur les principes fondamentaux du Droit International Humanitaire ainsi que les règles du DIH en insistant sur leur pertinence dans le contexte local. Nous avons organisé des groupes de discussions : les participants ont été regroupés selon leurs milieux de provenance (Masisi, Rutshuru, Nyiragongo et Goma), Le remplissage collectif des fiche**s** où les participants ont rempli ensemble ces fiches en se basant sur leurs expériences suivi d'exposition par un membre choisie du Groupe. Les discussions ont tourné autour de partages de pratiques commis par les GAADs dans les différentes zones et la capacité de la communauté sur les mécanismes d'autoprotection ainsi que de sensibiliser les GAADs sur le respect du DIH et du DIDH. Cette session nous a permis de renforcer les connaissances de part et d'autres des expériences partagées ainsi que d'actualiser les données sur la cartographie des institutions publiques qui ont subi d'attaques, occupation pendant la période de conflits armés, la cartographie des GAAD aux alentours de sites PDI autour de Goma et en territoire de Nyiragongo, Masisi, Rutshuru et des violations et abus du DIH et DIDH commises par les GAAD.		Mener le plaidoyer pour enlever les femmes des militaires dans les sites de déplacés ce qui est à la base d'incursion des armes dans les sites PDIs Mener le plaidoyer auprès du FONAREV pour réhabiliter les infrastructures ayant subi d'attaques pendant les conflits armés Mettre les pancartes à l'entrée et à la sortie de tous les sites y compris aux lieux publiques (Institutions sanitaires et éducatives) portant message clés « Pas d'armes dans le site, Weka Silaha yako Ku police wakiti unaingia ndani ya Kambi (déposer votre arme et tout effet militaire à la Police en charge de la sécurité de sites quand vous entrez dans le site de déplacés; Manduki Epekisami etc afin de limiter la libre circulation des armes et effets militaires dans les sites concernés dans ce projet et promouvoir le caractère civils de sites y compris

		dans les structures sanitaires et écoles dans différents zones du projet. Mettre en place le numéro vert pour faciliter la dénonciation de violations et abus du DIH et DIDH. Que RSF forme des points focaux dans les sites de déplacés afin de faciliter le suivi des boîtes à suggestions et la collecte des informations sur les violations du DIH et DIDH commis par les porteurs d'armes dans les sites.
5. Activité 5. Formation des comités sectoriels et directeurs de Sites PDIs sur le DIH et le DIDH. Cette activité s'est déroulée à Mugunga et en territoire de Nyiragongo réunissant les différents membres de comité Directeur et sectoriels des sites de déplacés Kanyaruchinya, Munigi, Rusayo 2, Kibati, 8e Cepac, Sam Sam, Lushagala Extension, Buhimba, Bulengo, Lwashi, Rego. Hormis les membres de comités sectoriels et directeurs dont leurs connaissances ont été renforcées, nous avions associé les gestionnaires et administrateurs de sites y compris les membres de comités de surveillances et de protection dans les différents sites concernés.	- 4 sessions de renforcement de connaissances de membres de comité Directeurs et Sectorielles de sites PDIs ont été organisées dont 3 sessions dans le quartier Mugunga et 1 dans le territoire de Nyiragongo. - Les connaissances de 80 membres de comités directeurs, sectoriels y compris les administrateurs et gestionnaires de sites dont 43 hommes et 37 femmes ont été renforcées sur le DIH et DIDH, - Les déplacés ont manifesté leur joie d'entendre ce projet qui vise à renforcer leur protection pendant cette période où beaucoup de violations de caractère civils sont commises à leurs égards dans les sites par les porteurs d'armes et ont pris l'engagement d'accompagner ce projet pour sa réussite en donnant les informations claires et précises de cas documentés dans chaque site concerné par le projet, - Les données relatives à la cartographie de GAADs, des écoles et	-Élargir cette activité aux chefs de blocs, chefs de zones, comités de surveillances de sites parfois qui sont en collaboration avec certains GAADs, - Augmenter les nombres de session et de jours de l'activité afin de permettre une meilleure audition et partages d'information par les participants, - Amener les membres de comités directeurs et sectorielles de sites à faire un plan de restitution au sein de leurs sites ainsi que les accompagner dans leurs actions de sensibilisation sur le DIH et DIDH orienter vers les porteurs d'armes, -Faire une évaluation semestrielle de suivi des recommandations et de collectes des bonnes

	structures sanitaires ayant été attaqués par les porteurs d'armes ont été documentées pendant la session grâce à une participation active des membres de comités de gestion de sites, - Les participants ont pris l'engagement de mener des actions de plaidoyers ainsi qu'accompagner RSF et Geneva Call dans les sensibilisations orientées envers les porteurs d'armes autour de différents sites déplacés situés à Goma et en territoire de Nyiragongo.	pratiques de GAADs dans les zones du projet,
Activité 6 : Faire la cartographie et le Monitoring sur les pratiques des GAADs par rapport au respect du DIH et du DIDH dans les zones du projet. Pour cette période de la mise en œuvre du projet GFFO, nous avons fait la cartographie de GAADs aux alentours de sites de déplacés internes, dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo ainsi que la cartographie des institutions publiques qui ont subis d'attaques et occupations dans les mêmes zones. Les pratiques des GAAD par rapport au respect du DIH et du DIDH ont été collectées. Certains GAADs ne respectent pas les principes du DIH et le respect de caractère civile de sites de déplacés internes d'où la nécessité de renforcement de leurs connaissances ;	Partant de cette activité, plusieurs résultats ont été atteintes notamment : -La cartographie de GAADs dans les zones du projet (différents sites PDIs) est mise à jours, -Des institutions publiques ayant subis d'attaques et occupations en territoires de Masisis, Nyiragongo, Rutshuru, Walikale et autour de Goma ont été documentées et partagés avec le partenaire Geneva Call, -Des pratiques de GAADs par rapport au respect du DIH et respect de caractère civil de sites PDIs rapportés ; -Des recommandations pour améliorer la protection de civiles et leurs biens aux alentours de sites PDIs formulées.	Pendant la cartographie de GAADs et le monitoring sur les pratiques de GAADs, Il est important d'assurer la sécurité des victimes et des témoins tout au long du processus de collecte des informations pour limiter les cas d'incidents sécuritaires et de protection ainsi que les représailles, Que le département MEAL de Geneva Call en collaboration avec les partenaires discutent et Développent un outil (Kobo Collect, ODK collect ou Akvo Flows) à mettre à la disposition des animateurs terrain afin de leur permettre à chaque fois de collecter et partager les données dans un serveur sécurisé de stockage et partage des informations liées au monitoring sur les pratiques des GAADs dans les zones du projet. Ces

		données stockées dans le serveur pourront chaque fois être analysées mensuellement afin d'évaluer les tendances de cas des violations et abus commis par les GAADs pour chaque zone et orienter les thématiques à aborder dans les prochaines sessions de sensibilisations et formations orientées vers les membres de la communauté et en faveur de GAADs en vue d'améliorer la protection de la population civile dans les zones du projet, Intensifier la vulgarisation du DIH et DIDH dans les zones pour la protection de civiles et leurs biens en mettant l'accent sur la sensibilisation des GAAD y compris la PNC et FARDC de faciliter l'accès humanitaire, la protection des missions médicales et éducatives dans les zones sous leur contrôle.
Activité 7 : **Campagne de sensibilisation sur la Démilitarisation et le respect de caractère civil dans les sites PDIs autour de Goma**. Cette campagne de sensibilisation a été organisée en date du 12 Décembre 2024. Nous avions invités le	- 250 personnes dont 167 hommes/Garçons et 87 femmes/filles ont été sensibilisées sur les principes et règles du DIH dans la salle	Pendant cette campagne de sensibilisation, les parties prenantes ont recommandé ce qui suit : -Installer des panneaux de

groupe culturelle KIPFUMU de Fabrice qui faisait passer le message « **Combattant Pas Assassin** » pendant que les déplacés marchaient avec des messages en Swahili, en lingala et en français avec mention « pas d'armes dans les sites » certains sur les motos et d'autres à pieds. Après la caravane motorisée, nous avions réuni les participants à Lushagala et d'autres dans la salle 8e CEPAC MUGUNGA ou les staffs de Recherche Sans Frontières avaient passé le message de sensibilisation sur les respects du DIH et du caractère civil de sites pendant cette période de conflit armé. Les messages clés concernent les principes et normes humanitaires, le respect des principes de distinction ; proportionnalité et de précaution, les règles du Droit International Humanitaire ainsi que l'interdiction de circulation des armés à feu dans les différents sites par les porteurs d'armes.	8e CEPAC Mugunga - 14 232 dont 6789 hommes/Garçons et 7443 femmes/filles y compris les enfants et les porteurs d'armes ont été sensibilisées sur le DIH et le respect de caractère civil de site PDI dans le site de Lushagala, - La prise de contact avec les commandants PNC, FARDC, Wazalendu opérant aux alentours de sites PDIs est effective pendant la sensibilisation en masse, - Une action de plaidoyer portant sur l'interdiction de circulation des armés dans les sites PDIs a été menée au prêt du commandant du groupe Wazalendu, PNC en charge de la sécurité de Sites, - La diffusion de la campagne via Canal + et Mishapi Voice TV est rassurée, - Les officiers de la PNC, FARDC et Wazalendo ont été sensibilisés sur les principes de distinction, précaution et proportionnalité, les règles du DIH ainsi que le respect du caractère civil des sites PDI pendant cette campagne en masse.	visibilités (Pancartes) avec message précis et clairs sur l'interdiction d'armes et effets militaires dans les sites en langues Swahili, Lingala, Français et Kinyarwanda dans chaque entrée et sortie pour chaque site de déplacés concernés par le projet -Organiser l'autre campagne de sensibilisation en masse à travers la caravane motorisée sur la démilitarisation et le respect de caractère civil en territoire de Nyiragongo afin de renforcer la protection de civils dans les sites de Kanyaruchinya, Kibati, Munigi, Rusayo 2 comme zone du projet, -Renforcer les visibilités, dépliants, les affiches, brochures à distribuer aux participants et affichés aux lieux publiques pendant la caravane motorisée, - Revoir les lignes budgétaires prévues pour les visibilités lors de campagnes en masse conformément au prix du marché.

Mission de Suivi et Supervision des activités sur terrain. Deux missions de suivi et de supervision des activités sur le terrain ont été effectuées pendant la mise en œuvre du projet GFFO. Une mission a été effectuée dans le village Bweremana situé dans la chefferie des Bahunde et l'autre mission a concerné les territoires de Nyiragongo ainsi que l'axe Nyabyondo dans la zone de santé de Masisi en secteur Osso Banyungu. Pendant les missions organisées, l'équipe du projet avait eu l'occasion d'échanger avec les acteurs de la société civile, les autorités et leaders communautaires des zones concernées sur leurs appréciations du projet qui vise en renforcer la protection de civils par rappeler les porteurs d'armes sur les normes internationales humanitaires applicables pendant les conflits armés.	-Deux missions organisées pendant la période de mise en œuvre du projet pour se rassurer de la bonne marche des activités sur le terrain, -Des échanges constructifs avec les parties prenantes notamment les autorités locales, les acteurs de la société civiles, les leaders communautaires et d'autres membres de la communauté sur le DIH et DIDH ont été au centre de mission organisés, - Durant les missions, les équipes affectées au projet ont eu l'occasion d'actualiser le contexte de chaque zone du projet avec les données palpables sorties aux parties prenantes vivant dans les zones touchées par les conflits armés, - Les autorités, acteurs de la société civile ainsi que d'autres membres de la communauté des zones ciblés par le projet ont données leurs appréciations du projet ainsi que formulées de recommandations en terme d'orientation future pour la réussite du projet.	Pendant les missions organiser, nous nous sommes heurtés à certaines difficultés notamment ceux liés au mauvais état de délabrement de la route, insécurités occasionnés par les affrontements multiples ainsi que multiplicités des taxes routières imposées par les groupes Wazalendo d'un côté et par les rebelles M23.RDF d'une autre coté. Eu égard à ce qui précède, nous plaidons pour la prévision d'une enveloppe sécu lors de prochaine mission pour une meilleure protection et sécurité de staffs concernés par la mission ainsi que renforcer le moyen de transport (de préférence songer à la voiture pour visualiser le partenaire et lui épargner de risques sécuritaires qui peuvent survenir.

Analyse synthèse de la situation (Sécuritaire, Humanitaire, économique, Sociale, etc.)

La situation sécuritaire dans la province du Nord Kivu reste volatile et impactée par la crise M23/RDF depuis 2022. Cette crise est à la base de déplacements massifs de la population qui habitent dans les différents sites PDIs aux tours de Goma et en territoire de Nyiragongo. Après deux semaines d'accalmie depuis fin Novembre 2024 à Sake, Les combats ont repris opposant le M23 par les FARDC avec leurs alliés les wazalendo. Les récents affrontements dans les différentes zones opérationnelles en territoires de Masisi, Rutshuru, Nyiragongo sont à la base de déplacement massif de la population ainsi que de plusieurs violations du Droit International Humanitaire et du Droit International de Droit de l'Homme.

Dans le territoire de Masisi, les affrontements ont repris sur l'axe Kalembe-Mpety, après une accalmie de plus de 3 mois dans cette partie situé en cheval des territoires de Masisi et Waliakle entre le rebelle M23-RDF et la coalition de groupes Wazalendo et les FARDC. Ces combats se sont étendus à plusieurs villages du territoire de Walikale, dans le groupement de Kisimba, avec des représailles continues contre les civils et des déplacements de population. Les pillages du centre de santé de Mpety, Mindjendje ainsi que des bétails de paisibles populations par la coalition de rebelles terroristes M23-RDF-

AFC a été d'actualité pendant les opérations militaires dans cette partie de la province. Les affrontements se sont intensifiés également dans la partie Masisi Sud notamment dans les axes sake-Bweremana, Ngungu-Karuba, Katale-Lushebere et Masisi centre causant ainsi la perte de vies humaines et plusieurs violations du DIH et DIDH à l'occurrence les déplacements forcés de population, destructions des infrastructures sociales des bases, attaques aux écoles et hôpitaux etc

Dans le territoire de Rutshuru, au nord-ouest, le groupe VDP-CMC poursuit ses attaques contre les positions de la coalition M23-RDF-AFC dans les groupements Bukombo, Bishusha, Tongo et dans les zones de santé de Kibirizi et Bambo. Ces affrontements sont perçus comme des ripostes aux incursions de ces groupes armés dans les villages sous contrôle des éléments CMC-FDP, entraînant de graves abus et violations de droit international Humanitaire.

Dans le territoire de Nyiragongo et la ville de Goma, la criminalité demeure préoccupante, alimentée par la prolifération d'acteurs armés incontrôlés et la violation systématique du caractère civil et humanitaire des sites de PDI. Des meurtres de civils ont été rapportés, y compris dans les sites de déplacés. Des tensions liées aux conflits d'autorité au sein des comités directeurs de certains sites ont également été constatés, provoquant la relocalisation spontanée de certains PDI vers d'autres sites un peu sécurisés autour de la ville de Goma.

Du point de vie sociale : Les tensions entre populations hôtes et personnes déplacées internes, souvent liées aux partages inéquitables des ressources entraînent les violences dans les communautés. L'accès aux ressources limitées aux PDIs ainsi que le déguisement des personnes issues de la communauté hôte en déplacés suite à la pauvreté détruisent le tissu social ainsi que la cohabitation pacifique. Les membres de certaines communautés ethniques sont parfois soupçonnés de complicité avec tel ou tel groupe armé et autorité de Facto y compris les terroristes, cette attitude ne favorise pas la coexistence pacifique et la cohésion sociale et engendrent des frustrations et des conflits intercommunautaire. Les cas des pillages des produits dans les champs de membres de la communauté hôte par les déplacés surtout dans le territoire de Nyiragongo est à la base de crise de confiance et destruction de la cohabitation pacifique dans cette partie de la province. De nombreuses familles ont été séparées lors des déplacements, ce qui a des conséquences psychologiques importantes, notamment pour les enfants. Également, des problèmes liés à des incursions en répétitions et à de libres circulations d'armes suivies de tracasseries, meurtres des civils dans les sites détruisent la cohésion et la coopération civilo-militaire ainsi que le rapprochement.

Du point de vue économique : La situation économique dans les sites des déplacés aux alentours de la ville de Goma et dans le territoire de Nyiragongo considéré comme zone du projet GFFO est impactée négativement par la présence opérationnelle de groupes armés et autorités de facto. Les tracasseries, vols, incursions dans les sites de déplacés laissent cette communauté à être dépendante ; une faible production des denrées alimentaires dans la partie du territoire de Nyiragongo impacté par la hausse de prix est à la base de la détérioration du tissus économiques. Les déplacés n'ayant pas l'accès physique à leurs lieux d'approvisionnement en matières de premières nécessité suites aux affrontements en répétition dans les différents sites PDIs, elle reste dépendant de l'aide humanitaire qui demeure insuffisante pendant cette période de crise M23. Face au choc liés au déplacement forcé, cette population développe des stratégies pour renforcer leur résilience communautaire ainsi que s'adapter à une nouvelle vie dans les sites mais souvent perturbés par les porteurs d'armes qui ne cessent de violer les caractères civiles de sites de déplacés internes.

Analyse d'incidents de violation du DIH (possibilité d'écrire au verso de la page si nécessaire)

Dans le parcours de nos activités sur le terrain, nous avons observé de différentes violations et analysé certains risques suivants:

- Les violations du caractère civil des sites des déplacés.

Les sites et zones des regroupements des personnes déplacées, doivent rester droitement sans effets militaires.

Malheureusement, est constatée une libre circulation des armes et d'autres effets militaires des (FARDC, PNC, APCLS, CMC, FDLR) ainsi que d'autres présumés GAAD dans les sites des déplacés aux alentours de la ville de Goma et en territoire de Nyiragongo. Ce qui viole le caractère civil de ces endroits ;

- Des tueries des déplacés (inclus les enfants) : Surtout dans les sites de Rusayo 1, 2 et 3 ;
- Des recrutements d'enfants : les enfants sont recrutés volontairement et de manière forcée par les GAADs (M23/RDF et dans certains groupes de Wazalendu dans les axes Nzulo 1 et 2, Axe Bweremana, et dans le Nyiragongo.
- Des violences sexuelles : Des filles de moins de 15 ans se laissent volontairement libres en échanges entre sexe et argent pour leurs survies dans les différents sites PDIs au tour de la ville de Goma et dans les territoires de Masisi

(Axe Bweremana-Sake), à Nyiragongo et à Mugunga surtout dans les sites REGO, LWASHI, Lushagala Extension, Rusayo 2 et Kibati.

- Des arrestations arbitraires et Des incursions d'hommes armés dans les huttes des déplacés. Les Wazalendo et certains éléments FARDC entre dans les sites sous prétexte de visites familiales ce qui est à la base d'arrestation et autres violations de caractère civiles des sites PDIs ;

Dans la 1ère semaine de ce mois de Décembre 2024, au rond-point (parking du site Rusayo 2), la population déplacée s'est rendue justice en brûlant un chargé de la sécurité du site Rusayo 3 par motif qu'il circulait librement avec deux armes et est prétendu partisan des causes d'incursions dans le site.

ANALYSE DES RISQUES

- Risque d'intensification des attaques contre les sites.

En effet, la présence des porteurs d'armes dans les sites et/ou aux alentours expose davantage les personnes déplacées au risque d'être perçues comme hébergeant des éléments des groupes adversaires et en être victimes d'actes des cibles, et des vengeances ;

- Risque d'aggravation des violations des droits humains et de la situation humanitaire.

Par la présence des acteurs armés dans les sites des PDIs, expose les personnes aux risques d'arrestations arbitraires, des rançonnages, des actes de tortures, des coups et blessures, des travaux forcés, des extorsions et des violences sexuelles y compris les enlèvements ;

- Risque de réduction d'accès humanitaire.

Par la présence des porteurs d'armes dans les sites des PDIs, les acteurs humanitaires (surtout pouvant intervenir en cash) leur expose au risque d'attaque inattendue ;

- Risque au déplacement secondaire et l'aggravation de la vulnérabilité des personnes y affectées.

Les attaques contre les sites des PDIs ont comme première conséquence un nouveau déplacement des personnes vers d'autres milieux pouvant être prétendus mieux sécurisés. Ceci les exposes à plus de vulnérabilité en termes d'abris, nourritures, soins de santé et d'instabilité ;

- Risque d'exposition des PDIs aux engins et restes explosifs improvisés. Les armes n'ont toujours jamais manqué des restes.

De part de ces analyses, il est important d'organiser des sessions de renforcement de connaissances sur le DIH et les principes directeurs de protection de sites à la PNC en charge de la sécurité des sites, FARDC, les Wazalendu opérant dans les zones autour de site des PDIs à Mugunga et en territoire de Nyiragongo afin de renforcer la protection de civiles et leur biens dans cette période de crise M23.

Synthèse sur la perception des communautés sur les GAAD (soyez précis et concis)

Du côté de populations plus particulièrement les déplacés de Sake, Mugunga et en territoire de Nyiragongo. Des mauvais comportements des GAAD dans cette période de guerre sont à la base de l'insécurité (des crépitements réguliers des balles pendant la journée comme pendant la nuit et dont les victimes sont surtout les civils et leurs biens), ce qui diminue la confiance et l'amour des civils envers leurs compatriotes. Les enlèvements et recrutements des enfants ; les pillages, destructions et incendies des habitations des civiles ; les meurtres et violences sexuelles ont été à la une aux lamentations des populations déplacées pour cette période de mise en œuvre du projet GFFO. De même, les taxes imposées aux passants par les wazalendo (APCLS, CMC Nyantura) exagèrent dans les axes sous leur contrôle exposant les populations civiles aux risques de meurtres et autres pratiques inhumaines. Les femmes de militaires et wazalendo sont à la base des incursions des hommes en armes dans le site y compris les maisons de tolérance. Parfois, les militaires entrent dans les sites à la recherche de leurs proches sans toutefois respecter les normes de sites, l'ivresse de certains éléments non contrôlés favorise les vols, les échanges de tirs et mésententes entre la population déplacées et les porteurs d'armes.

Recommandations/suggestions de l'IP et/ou des bénéficiaires

Partant de la situation que traversait la population déplacés dans les sites de déplacés internes ciblés par le projet GFFO ainsi que des orientations pour améliorer la protection, nos recommandations sont formulées de la manière suivantes :

- ✓ Multiplier les sensibilisations et sessions de formation sur le DIH et DIDH dans les communautés touchées par les conflits armés et particulièrement au près des GAADs, la PNC en charge de la sécurité dans les sites PDIs, le task

force et FARDC ainsi qu'aux différentes autorités et leaders communautaires des quartiers et villages d'accueil des personnes déplacés,

- ✓ Mettre en place et former les points focaux sur le DIH et DIDH dans les différents Sites ¨PDIs ciblés par le projet afin de vulgariser les messages au sein de différents sites et au sein de la communauté,
- ✓ Organiser des formations continues en faveur des membres de la communauté pour qu'ils deviennent des paires éducatrices du Droit International Humanitaire dans les zones du projet, et sensibiliser les enfants de ne pas s'enrôler dans les groupes armés,
- ✓ Renforcer les connaissances du DIH et DIDH non seulement aux GAAD y compris les FARDC et PNC se trouvant dans le programme de Geneva Call mais également au sein de la coalition de rebelles M23-RDF-AFC et multiplier l'interaction avec eux par le Suivi, le dialogue et renforcement de sensibilisations ;
- ✓ Plaider auprès du Gouvernement en faveur de PDIs de Prendre les responsabilités pour rétablir les populations qui vivent dans les sites des déplacés dans des conditions favorables de paix dans leurs sites des déplacements en attendant le rétablissement de la paix dans leurs milieux d'origine,
- ✓ Mobiliser de ressources pour la prise en charge holistique (prévention et réponses) des enfants sorties aux forces et groupes armés ainsi qu'aux survivants de Violences sexuelles et basées sur le genre pendant cette période de crise,
- ✓ Mobiliser de ressources pour la réhabilitation des institutions publiques ayant subies d'attaques et occupations pendant cette période de conflits armés (cfr cartographie en annexe de ce rapport)
- ✓ Mettre à la disposition de Recherche Sans Frontières de Fonds pour l'installation de panneau de visibilité (pancarte) avec message claire et précis sur les respects de caractères civiles de sites PDIs à chaque entré et sortie de sites comme recommandé par les bénéficiaires du projet,
- ✓ Améliorer la prise en charge de staff du projet et des bénéficiaires de sessions de formations et sessions de sensibilisations communautaires,
- ✓ Organiser plus de campagnes en masse inter-sites afin de susciter la participation et l'engagement de plusieurs personnes déplacées à plaider pour leurs causes et développer des stratégies pour leur autoprotection.

Quelques Images Photos pendant la tenue des activités sur terrain.









Commentaires : Ces images nous illustrent les activités de renforcement des connaissances de comités sectoriels et directeurs de sites sur le DIH à Mugunga dans la salle APV.







Commentaires : Ces images nous illustrent les participants pendant la session mixte de partages d'informations et d'échange d'expériences sur le DIH tenue à Goma en date du 5 au 6 Décembre 2024.




Commentaires : Ces deux images nous illustrent les participants à la session de renforcement de connaissance des autorités locale, leaders communautaires, acteurs de la société civile y compris les autres membres de la communauté de quartiers lac vert et Mugunga**.**











Commentaires : Ces images nous illustrent la campagne de sensibilisation tenue à Mugunga sur la démilitarisation et le respect de caractère civile de sites PDIs pendant cette période de conflits armés à l'Est de la République Démocratique Du Congo.




Commentaires : Ces deux images allant de gauche à droite nous illustrent la formation sur le DIH tenue à Bweremana dans le territoire de Masisi en faveur des autorités locales, leaders communautaires, acteurs de la société civile y compris la PNC. L'image à gauche les participants dans une salle entrée de suivre la présentation du coordonnateur de Recherche Sans Frontières et l'image à droite la photo de famille post formation.




Commentaires : Ces images nous illustrent la sensibilisation menées dans l'église 8e CEPAC Mugunga en faveurs de personnes déplacées internes y compris les éléments de la PNC en charge de la sécurité du site sur le DIH et le respect de caractère civils dans les sites de déplacés autour de la ville de Goma.




Commentaires : Ces deux images nous montrent les participants à la session de renforcement connaissances sur le DIH et DIDH à Mugunga organisée en date du 26/12/2024. Il s'agit des membres de comités sectoriels et directeurs de sites y compris les comités de surveillances de Buhimba, Rego, Lwashi, Bulengo, 8è Cepac, et Lushagala extension.

Fait à Goma, le 14 janvier 2024 Pour RSF-RDC/La coordination.